

Guerre en Ukraine: des étudiants étrangers réfugiés en France sous la menace d'expulsion

Olivier Monod

Après avoir été triés à la frontière polonaise, les jeunes étrangers qui étudiaient en Ukraine peinent à obtenir une situation régulière en France. Une discrimination par la nationalité choquante.

Halima (1), comorienne de 26 ans, a peur d'être expulsée de France deux mois après avoir fui Kharkiv sous les bombes (https://www.liberation.fr/international/europe/chercheurs-deplaces-en-ukraine-je-suis-parti-de-kharkiv-avec-un-pull-cinq-chemises-et-environ-300-echantillons-de-sangues-20220414_J6W2CO5FYRB6THUFAMXT5AGZ2U/). La jeune femme qui étudiait l'agroalimentaire en Ukraine, s'est vue octroyer un titre de séjour d'un mois, qui expire... « *hier* ». Elle baisse la tête. «*Je risque de recevoir une Obligation de quitter le territoire [OQTF, ndlr], c'est ce qui me préoccupe le plus en ce moment*», souffle-t-elle dans le café de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) où nous la rencontrons.

Les étudiants fuyant l'Ukraine envahie par l'armée russe ne sont pas tous logés à la même enseigne. Les étudiants Ukrainiens ont droit à la protection temporaire décidée par l'Union européenne. Concrètement, ils ont une situation stable et des papiers les autorisant à travailler pendant au moins six mois. Ce n'est pas le cas pour les étudiants étrangers en Ukraine réfugiés en France. Un deux poids deux mesures choquant.

«Ils ont fui les mêmes bombes»

Pour voir son séjour prolongé, Halima doit pouvoir démontrer qu'elle est inscrite dans une université française. Mais comment obtenir le précieux sésame en fin d'année universitaire ? «*Les universités nous disent de remplir un dossier via le site e-candidat*», témoigne Aladin, un Algérien de 28 ans. Cette plateforme nationale propose des inscriptions pour la rentrée 2022, en septembre donc.

«*Les universités ne prennent pas en compte leur situation d'urgence. Leurs titres de séjours expirent dans quelques jours*», soupire Léo, 26 ans, membre du collectif Le Poing levé à l'université Paris-8. «*Nous demandons la fin du traitement différencié entre réfugiés, ils ont fui les mêmes bombes !*» Environ 200 personnes seraient dans cette situation selon les militants. La défense de ces étudiants réfugiés est devenue un mot d'ordre des occupations (https://www.liberation.fr/politique/elections/dans-la-sorbonne-occupee-on-veut-leur-montrer-quon-ne-se-laissera-pas-faire-quand-ils-arriveront-au-pouvoir-20220414_T3UXK6WPB5E5LIINDFWISZUPII/), et mobilisations (https://www.liberation.fr/politique/elections/devant-un-lycee-parisien-blocke-on-veut-pas-une-voix-pour-le-pen-pas-de-repit-pour-macron-20220421_BDP3Q3WZ45GSXPKCSXC4LZ2YU4/), en cours dans les facs parisiennes contre la présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle.

Certains universitaires sont conscients du sujet. Une tribune (https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/04/03/guerre-russo-ukrainienne-continuons-a-former-les-etudiants-que-l-ukraine-avait-choisi-d-accueillir_6120341_3232.html), parue dans *le Monde* et cosignée par plusieurs présidents d'universités demande à l'Etat de considérer ces étudiants comme des ressortissants ukrainiens. Face à l'inaction des autorités françaises, les syndicats étudiants doivent batailler pied à pied avec chaque université pour obtenir l'inscription immédiate de ces étudiants. Le Poing levé a déjà quelques victoires à son actif.

Aix-Marseille-Université a accepté de régulariser les 31 demandes qui lui étaient arrivées avant le 11 avril. A Paris, Sorbonne-Universités une quinzaine d'étudiants vont être inscrits dans un diplôme universitaire jusqu'à la fin de l'année avant que leur dossier ne soit accepté pour la formation de leur choix l'an prochain. Selon nos informations, l'Université Paris Cité aussi aurait accepté d'accélérer sur quelques dossiers. A Paris-8 - dont la présidente à signé la tribune précitée - le sujet est toujours source de tensions.

Des discriminations tout au long de leur chemin

L'urgence est là. La situation de ces étudiants est particulièrement précaire. Logés dans des hôtels, interdits de travailler et avec 5 euros de chèque-service par jour pour manger, ils ont vu passer les réfugiés ukrainiens devant eux à chaque instant. A la gare de Kharkiv, Halima explique n'avoir jamais pu monter dans un train . «*// n'y avait pas de place pour les étrangers, ils s'en foutaient de nous.*» Avec quatre autres personnes elle paie 900 euros un taxi pour se rapprocher de la frontière polonaise. Les embouteillages les poussent à descendre de voiture. Après 24 heures de marche qui lui feront jeter ses vêtements de rechange pour alléger son sac, la voilà arrivée à la frontière. Là aussi, elle subit un traitement différent des Ukrainiens. «*Ils nous mettaient dans une autre file. Mais heureusement, ils n'ont pas laissé les femmes attendre trop longtemps.*»

Aladin, lui, a mis quatre jours à passer la frontière. Deux à attendre dehors côté ukrainien. Deux à attendre sous une tente côté polonais. Comme Halima, il a choisi ensuite de se diriger vers la France, parce qu'il parle déjà la langue, et là encore, il est confronté à une discrimination, pour obtenir un titre de séjour. On leur demande toujours plus justificatifs. «*Mais je n'ai pas pu prendre tous mes papiers en partant*», expose Halima.

La France a décidé de faciliter l'accueil uniquement des étudiants qui ne sont «*pas en mesure de rentrer dans [leur] pays d'origine*», selon [la circulaire du 22 mars \(https://services.dgesip.fr/T797/ukraine\)](https://services.dgesip.fr/T797/ukraine). Une position qui est synonyme d'un arrêt de leurs études pour ces jeunes. Le deuxième Algérien prénommé Aladin que nous rencontrons a 26 ans. Il avait commencé un doctorat en microélectronique des panneaux solaires. «*En Algérie, on m'a dit qu'on avait du pétrole et que donc personne ne voudrait travailler sur ce sujet. Je ne pourrai pas poursuivre ma thèse là-bas*», constate-t-il, amer. Il affirme avoir envoyé un mail à toutes les universités françaises. Sans retour à ce jour. Son titre de séjour et son logement sont assurés jusqu'au 30 avril. Mais après ?

(1) Le prénom a été changé.

Cet article est paru dans Libération (site web) (https://www.liberation.fr/international/europe/guerre-en-ukraine-des-etudiants-etrangers-refugies-en-france-sous-la-menace-dexpulsion-20220423_GAHVMDPJENGR5D7DUIHIBPJ22Y).

Marine Le Pen

Avocate Membre du comité central du Front national (2000) Membre du bureau exécutif et du bureau politique du Front national (2000) Présidente de l'association Génération Le Pen (2000-NC) Ancienne ...

acteurspublics

Marine Le Pen

Née Marion Anne Perrine Le Pen, Marine Le Pen est la benjamine des trois filles du président du Front national depuis 1972, Jean-Marie Le Pen. Inscrite au Barreau de Paris ...

evene.fr